



Conseil économique et social

Provisoire

27 octobre 2010
Français
Original : anglais

Session de fond de 2010

Débat général

Compte rendu analytique provisoire de la 41^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 20 juillet 2010, à 10 heures

Président : M. Soborun (Vice-Président). (Maurice)

Sommaire

Application et suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

- b) Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (*suite*)

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies*

Coopération régionale*(*suite*)

Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé*

* Questions examinées ensemble.

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un memorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.



En l'absence de M. Ali (Malaisie), M. Soborun (Maurice), Vice-président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 20.

Application et suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (suite)

b) Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (suite) (E/2010/L.20)

Projet de résolution intitulé « Application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 » (E/2010/L.20)

1. **M. Al-Aud** (Observateur du Yémen), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, introduisant le projet de résolution intitulé « Application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 » (E/2010/L.20), dit que les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Programme d'action, qui prendra fin en 2010, ont été inégaux et insuffisants. Depuis 2001, seulement un pays est sorti de cette catégorie. En outre, la crise économique mondiale compromet la capacité des pays en développement à réaliser les objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

2. La quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra en 2011, jouera un rôle crucial dans la définition d'une nouvelle génération de mesures axées sur des résultats concrets accompagnées d'arrangements efficaces pour la suite donnée au nouveau Programme d'action en faveur des pays les moins avancés et son contrôle.

3. L'orateur exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté par consensus.

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies (A/65/61 et Corr.1; A/65/77-E/2010/56; E/2010/54 et Add.1; E/2010/L.22)

Coopération régionale (suite) (E/2010/15 et Add.1 et E/2010/16-20)

Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/65/72-E/2010/13)

4. **M. St. Aimee** (Sainte-Lucie), parlant en tant que Président du Comité spécial de la décolonisation, prend acte avec appréciation de la contribution faite par diverses institutions des Nations Unies et d'autres institutions qui ont apporté une assistance aux territoires non autonomes ou permis à ces territoires de participer à leurs programmes. Cette participation représente une intégration bienvenue de ces territoires dans la communauté internationale de développement et d'assistance.

5. Les séminaires régionaux annuels convoqués par le Comité spécial ont identifié une série de problèmes socioéconomiques qu'il faut régler dans l'intérêt des territoires non autonomes. Ces problèmes vont de l'impact des changements climatiques à la création des capacités nécessaires pour une autonomie complète. Le Comité spécial a invité les institutions spécialisées et les autres organismes associés à l'Organisation des Nations Unies à intensifier leur engagement en faveur des activités du Conseil, dans l'espoir que grâce au progrès économique et social, les territoires autonomes se rapprocheront de l'autonomie complète et, partant, de l'indépendance.

6. **M. Nour** (Directeur du bureau des commissions régionales à New York), introduisant le rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les secteurs connexes (E/2010/15 et Add.1), dit que le dialogue de haut niveau tenu en juillet 2010 entre le Conseil et les secrétaires exécutifs des commissions régionales a mis l'accent sur l'OMD 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) dans sa relation avec les autres objectifs du Millénaire pour le développement. Les secrétaires exécutifs ont souligné que ni les OMD, ni une reprise économique favorable au développement ne seront atteints en l'absence d'une amélioration spectaculaire de la situation en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les régions.

7. Dans l'ensemble, les progrès en matière d'OMD sont mitigés: les résultats atteints ont été inégaux à la fois en ce qui concerne les objectifs individuels et la

situation à l'intérieur des différents pays et régions. À l'intérieur d'un seul pays, il existe souvent des disparités frappantes entre les zones rurales et urbaines et entre les différents secteurs de la population. Même avant les crises alimentaire, économique et énergétique, les progrès vers la réalisation de certains objectifs avaient été lents dans la plupart des régions, notamment en ce qui concerne la santé maternelle, la viabilité environnementale et l'accès aux installations sanitaires.

8. En prévision de la prochaine réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, les États Membres doivent examiner les moyens d'éliminer les insuffisances. Plusieurs mesures créatrices adoptées pour contrer la crise économique et financière mondiale et les effets des changements climatiques peuvent aider à accélérer les progrès vers la réalisation des OMD, y compris l'intervention de l'État pour maintenir la stabilité économique et atténuer l'impact sur les groupes les plus vulnérables grâce à des investissements ciblés dans les systèmes de protection sociale. Les gouvernements ont répondu à la crise en affectant une part considérable de leurs mesures de stimulation fiscale aux investissements sociaux, y compris le développement agricole et rural, les programmes d'aide alimentaire et la promotion d'une économie à faible consommation de carbone. Sur la base de cette expérience, les pays qui ne l'ont pas encore fait peuvent adopter des plans de développements nationaux qui renforcent l'inclusion sociale grâce à des mesures ciblées et des dépenses axées sur les priorités et les lacunes identifiées dans les domaines liés aux OMD.

9. La crise a démontré la valeur de la coopération Sud-Sud et de la coopération régionale en tant que moyen de permettre aux pays de renforcer leur capacité de résistance et d'atteindre des objectifs communs. Face à la crise, les régions ont adopté des mesures et stratégies coordonnées, y compris des réunions d'urgence des ministres des finances, l'élargissement de l'initiative de Chiang Mai, le Plan de redressement européen, l'établissement de la réunion au sommet des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'intégration et le développement, et la recapitalisation des banques régionales et sous-régionales, mesures qui ont été cruciales pour le relèvement rapide après la crise et qui ont illustré les avantages d'une coopération et d'une coordination

régionales plus étroites. Étant donné le dynamisme des économies en plein essor, la coopération Sud-Sud sera d'autant plus importante pour la réalisation des OMD. Il est également manifeste qu'une croissance écologiquement viable ouvre la voie au redressement et au développement durable.

10. Pendant la période examinée dans le rapport, les commissions régionales ont continué à promouvoir des politiques interinstitutions cohérentes grâce au mécanisme de coordination régionale. Le rapport explique les fonctions distinctes du mécanisme et des équipes régionales du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM). Les commissions régionales s'emploient à mettre en place une interaction fructueuse entre ces deux mécanismes. L'examen des questions régionales à l'occasion des réunions du mécanisme de coordination régionale peut alimenter les délibérations des réunions des équipes régionales du GNUM. Les résultats des travaux destinés à renforcer la cohérence des politiques peuvent être communiqués aux équipes aux fins de leur débat sur les politiques adoptées par les pays, alors que les éléments des programmes régionaux et sous-régionaux peuvent être incorporés dans les plans-cadres pour l'aide au développement. Pour leur part, le mécanisme peut tirer des enseignements tirés de l'expérience des équipes régionales en matière de politique nationale. Ces enseignements peuvent ainsi être partagés plus largement, aboutissant à une convergence accrue des politiques au niveau régional.

11. Par la suite, l'orateur introduit, au nom de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la note du Secrétaire général sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/65/72-E/2010/13). Le rapport souligne que l'occupation israélienne, y compris le recours à des détentions arbitraires, l'emploi d'une force disproportionnée, la destruction des biens, la démolition des maisons, les restrictions mises à la circulation, le refus des permis de construire et les bouclages ont aggravé les difficultés économiques et sociales du peuple palestinien dans le territoire occupé.

12. Entre février 2009 et février 2010, 85 Palestiniens ont été tués et 845 blessés par des opérations militaires israéliennes. Les autorités israéliennes ont démoli 220 structures appartenant à des Palestiniens en

Cisjordanie, aboutissant au déplacement de plus de 400 Palestiniens. En février 2010, 58 % du mur de séparation avaient été construits et 10 % additionnels étaient en cours de construction. Si la construction avance comme prévu, le mur isolera quelque 10 % du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est occupé et certaines des terres agricoles les plus productives de la Cisjordanie. À la même date, il existait quelque 550 barrages en Cisjordanie, 80 de moins que l'année précédente, dans le cadre d'un système complexe de restriction de la circulation.

13. En août 2009, le blocus israélien de la bande de Gaza est entré dans sa troisième année. La procédure concernant le traitement des demandes de passage est prolongée et non transparente. L'approvisionnement insuffisant et imprévisible en carburant de la seule centrale électrique de Gaza a exacerbé le manque chronique d'électricité, ce qui produit des effets négatifs sur la situation humanitaire. L'interdiction de l'importation de matériaux de construction empêché la reconstruction de la majorité des 3 500 logements détruits et des 2 900 logements gravement endommagés durant l'offensive militaire israélienne de décembre 2008 et de janvier 2009. Le blocus a réduit la disponibilité de médicaments: en décembre 2009, 24 % des médicaments essentiels et 18 % des fournitures médicales renouvelables étaient épuisés dans la bande de Gaza.

14. La construction de colonies de peuplement israéliennes a continué en Cisjordanie, où le nombre des colons était estimé à 301 200 en septembre 2000. Cela représente un taux de croissance de près de 5 %, nettement supérieur au taux de croissance moyen de la population israélienne, qui est de 1,8 %. À la fin de 2008, quelque 200 000 colons israéliens additionnels vivaient dans 12 colonies à l'intérieur de Jérusalem-Est occupée.

15. L'aptitude du secteur privé palestinien à créer des emplois est en diminution à la suite de la destruction partielle de la capacité de production, de la perte de terres et de ressources naturelles du fait de la construction de colonies et du mur de séparation, ce à quoi il faut ajouter les restrictions mises à la circulation, le risque politique élevé et les obstacles administratifs qui entravent l'investissement. Néanmoins, le taux de chômage sur les territoires palestiniens occupés est tombé à 31,4 % pendant le troisième trimestre de 2009, contre 32,7 % l'année précédente. Près de 1,6 millions de personnes, dont

38 % de la population, souffraient d'insécurité alimentaire.

16. L'annexion du Golan syrien par le Gouvernement israélien continue à se répercuter sur la vie et les droits de l'homme des citoyens syriens qui l'habitent. Depuis 1967, le Gouvernement poursuit l'expansion des colonies de peuplements, au défi des résolutions répétées de l'ONU, qui le somment d'arrêter. Les mesures israéliennes, y compris des quotas discriminatoires sur l'eau et des systèmes tarifaires qui favorisent les colons israéliens, entravent l'accès des citoyens syriens à la terre et à l'eau, et compromettent sérieusement les activités agricoles dont ils tirent leur subsistance.

17. **M. Hijazi** (Observateur de la Palestine), dit que pendant les 43 années passées, l'occupation militaire israélienne du territoire palestinien et du Golan syrien a dévasté les sociétés et les économies de ces territoires. La véritable échelle et les conséquences à long terme de cette dévastation ne sont pas encore connues pleinement. Israël a ciblé systématiquement le tissu économique et social du peuple palestinien, en violation des obligations qu'il a assumées en tant que puissance occupante conformément au droit international, comme cela a été affirmé dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 9 juillet 2004. Les politiques et pratiques israéliennes enfreignent également d'autres accords internationaux, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

18. Par son système de murs, de points de contrôle, de restrictions et de procédures humiliantes qui visent à réprimer un peuple tout entier, Israël a cherché à imposer une mentalité de siège. Cette mentalité est illustrée par le blocus imposé contre la bande de Gaza en tant que châtiment collectif de la population civile. En conséquence, 1,5 million de personnes souffrent actuellement depuis plus de trois ans de faim, de dépendance, de pénurie et d'impuissance. Plus de 1 million de personnes dans la bande de Gaza souffrent d'insécurité alimentaire, alors que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a estimé qu'au moins 3 000 enfants étaient gravement sous-alimentés. Le taux de chômage à Gaza a dépassé 50 %, les secteurs industriel et commercial sont proches de l'effondrement en raison des mesures israéliennes, y compris la destruction des usines, des commerces et des ateliers durant l'agression militaire de décembre 2008 et de janvier 2009. De nombreux rapports de

l'ONU, y compris le rapport de la Mission d'établissement des faits concernant le conflit à Gaza, ont documenté l'impact social et économique désastreux sur la société palestinienne.

19. L'interdiction injustifiée des exportations a dévasté encore davantage les entreprises. Même un secteur traditionnel de l'emploi comme la pêche a été marginalisé par les restrictions sur la pêche imposées par Israël: le Comité international de la Croix-Rouge a signalé que le taux de pauvreté parmi les pêcheurs de Gaza avait doublé en deux ans pour atteindre près de 90 %. En outre, la forte pénurie de monnaie signifie que les travailleurs ne sont pas payés en espèces, et ne peuvent donc pas contribuer, même modestement, à l'économie.

20. Le blocus a exercé des pressions additionnelles sur les systèmes de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le secteur de santé est proche de l'effondrement à mesure que les équipements tombent en panne faute de pièces de rechange, de fournitures et de carburant. Seulement 10 % de l'eau est propre à la consommation, pourtant Israël refuse l'entrée des équipements et des compétences nécessaires pour la réparation du système des égouts. Bon nombre de médicaments classés comme essentiels ne sont pas disponibles à Gaza, y compris des médicaments contre l'hémophilie. Les écoles manquent de fonds et des fournitures essentielles, y compris de papier pour les élèves. L'orateur se demande comment le refus de donner du papier à une population d'âge scolaire et universitaire peut faciliter la paix et comment une telle indignité peut encore continuer. Il n'est pas surprenant que les mesures israéliennes à Gaza aient été qualifiées de châtement collectif, en violation des obligations qu'Israël assume au titre du droit international.

21. Le réseau de colonies, de murs et de points de contrôle établi par la puissance occupante vise à mettre le siège aux villes palestiniennes, à couper Jérusalem-Est de son arrière-pays naturel et à le priver de son caractère arabe palestinien. La construction du mur aboutira à l'annexion de fait de 46 % des ressources en eau de la Cisjordanie, aggravant encore le manque chronique de l'eau. Le système punitif de permis employé par Israël depuis six ans traite les Palestiniens comme des étrangers sur leur propre terre et a dévasté le secteur de santé en isolant Jérusalem-Est, puisque les six hôpitaux situés dans cette ville sont les principaux fournisseurs de soins de santé spécialisés aux Palestiniens. Des milliers d'entre eux subissent

une procédure compliquée de demande de permis, avec les retards arbitraires et les suspensions ad hoc qui en découlent.

22. Alors que le taux de chômage global a baissé sur le territoire palestinien occupé, il est toujours de 22 %, niveau qui est insupportable. Le taux est le plus élevé dans la bande de Gaza, où le blocus réduit les possibilités d'emploi. Toutefois, la situation n'est pas beaucoup plus favorable en Cisjordanie, où l'Autorité palestinienne ne peut pas fonctionner et où l'aide internationale est limitée. Dans ce secteur, près de 80 % des Palestiniens manquent d'aliments nutritifs et 84 % des familles sont tributaires de l'aide humanitaire pour survivre. Quinze pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition et 44 % de diarrhée, principale cause de décès des enfants de moins de 5 ans dans le monde.

23. Tous ces problèmes font partie d'une politique cynique et systématique qui vise à imposer la faim, le sous-développement et le déplacement à un peuple tout entier. Le taux de déplacement a atteint un niveau sans précédent pendant l'année en cours, Israël ayant intensifié sa politique consistant à vider la Palestine de son peuple. Le nombre de démolitions de logements et d'expulsions à Jérusalem-Est s'est accru nettement, et la puissance occupante continue à y élargir ses colonies illégales.

24. Les Palestiniens ont du ressort et demeurent profondément attachés à leur terre et à leur cause nationale. Ils continueront à s'opposer à l'occupation militaire et à aspirer à vivre dans la dignité, la liberté et la prospérité dans un environnement de paix et de sécurité. Malgré les problèmes, ils continueront leurs efforts en faveur de l'édification d'un État dans le cadre du programme global lancé en août 2009, en développant et en renforçant les institutions de l'État et en fournissant à la population des services essentiels.

25. La communauté internationale doit s'employer à promouvoir la solution des deux États pour l'instauration de la paix, ce qui garantirait une solution juste et durable au conflit. Israël doit être amené à cesser ses politiques et pratiques illégales dans l'intérêt de la paix et de la stabilité et pour permettre au peuple palestinien de réaliser son potentiel national et humain.

26. **M. Khan** (Indonésie) dit que l'occupation continue des territoires palestiniens et d'autres territoires arabes soulève des problèmes juridiques,

politiques et de sécurité et entraîne des conséquences économiques et sociales graves pour les conditions de vie du peuple palestinien et de la population arabe. La pauvreté, le chômage et l'inflation, causés par la crise financière internationale, sont très répandus, et les changements climatiques ont provoqué l'instabilité des prix des produits alimentaires et de l'énergie. On ne peut pas vraiment espérer que les OMD seront atteints d'ici à 2015. En outre, les restrictions mises à la circulation se sont répercutées sur la situation sociale des Palestiniens, et l'accès à l'aide humanitaire d'urgence est difficile.

27. L'Indonésie se joint à la communauté internationale pour sommer Israël de respecter le droit international et le droit international humanitaire dans l'intérêt de la paix au Moyen-Orient. Elle se félicite des pourparlers de proximité entre des représentants israéliens et palestiniens et soutient les efforts des parties. Israël doit démontrer son engagement en éliminant le plus grand obstacle à la paix, à savoir la construction de colonies de peuplements, notamment à Jérusalem-Est. Il doit mettre fin aux démolitions et aux expulsions et démanteler les colonies déjà construites. Il ne peut pas s'attendre à ce que les Palestiniens ferment les yeux sur une politique qui vise à modifier la composition démographique et le statut du territoire palestinien.

28. L'Indonésie est attachée à une Palestine viable et démocratique et persuadée que pour avancer, il faut fournir aux Palestiniens une aide continue en matière de création de capacités. Dans le contexte des initiatives lancées à l'occasion de la Conférence ministérielle du nouveau partenariat asiatique et africain stratégique sur la création de capacités en Palestine, tenue en juillet 2008, l'Indonésie et d'autres pays sont en train de développer des capacités dans les domaines du développement social, de la gouvernance, de l'économie et de la finance.

29. **M. Zdorov** (Observateur du Bélarus), parlant au sujet la coopération régionale, dit que les commissions régionales sont appelées à jouer un rôle important en aidant les États Membres à atténuer les effets de la crise économique mondiale. La Commission économique pour l'Europe est l'une de rares structures dans la région qui n'est pas inspirée par des motivations politiques. Le Gouvernement biélorussien se félicite des résultats de la récente visite de son Secrétaire exécutif.

30. L'orateur salue l'accent mis par la Commission sur l'aide apportée aux États grâce à des efforts pratiques destinés à accroître leur compétitivité en ce qui concerne l'instauration d'un environnement favorable aux affaires qui encourage les activités novatrices jouissant d'un potentiel élevé de croissance, à renforcer la sécurité énergétique, à développer des liens de transport entre l'Europe et l'Asie et à simplifier les procédures commerciales. La Commission devrait continuer à encourager un développement économique durable et égal et l'intégration des structures régionales au sein de l'Europe. Elle devrait accorder une attention spéciale aux pays à économie en transition et aux pays à revenu moyen, l'accent étant mis en particulier sur la réalisation d'un développement économique stable. Toutefois, les gouvernements des États bénéficiaires d'une assistance doivent jouer le rôle principal dans l'élaboration des programmes correspondants.

31. **M. Valero Briceno** (République bolivarienne du Venezuela) dit que bien que des dirigeants du monde aient demandé la levée du blocus de la bande de Gaza et en dépit des efforts des Nations Unies en faveur du rétablissement du respect du droit international, Israël a empêché que l'aide humanitaire parvienne au peuple palestinien, a commis des actes de terrorisme d'État, entre autres contre la flottille de la liberté. Le Conseil de sécurité doit nommer une commission indépendante et impartiale chargée de déterminer les responsabilités dans cette affaire.

32. Il faut mettre un terme à l'impunité du Gouvernement israélien, principal obstacle à l'instauration d'une paix juste et globale au Moyen-Orient, et à la violation du principe de l'égalité souveraine des États Membres et de la légitimité de l'ONU. Au premier chef, cette impunité entrave l'exercice par les Palestiniens de leurs droits économiques et sociaux fondamentaux et de leur droit inaliénable à l'autodétermination.

33. Le bilan de l'agression génocide des auteurs de guerre israéliens contre le peuple palestinien est de nature à fendre le cœur: civils tués et mutilés, maisons démolies, infrastructure détruite et emprisonnement derrière une barrière inhumaine. Dans la bande de Gaza, la situation constitue une catastrophe humanitaire: les Palestiniens n'ont guère accès aux biens et services essentiels et ils souffrent de restrictions sur les importations de carburant et de l'interdiction de l'importation des matériaux de

construction. L'absence de ces matériaux s'est répercutée en particulier sur le secteur de santé. Selon l'Organisation mondiale de la santé, près de la moitié des dispensaires à Gaza ont été endommagés ou détruits pendant l'opération « Plomb durci ».

34. La délégation vénézuélienne est profondément troublée par le fait que le Gouvernement israélien génocide, au lieu de progresser vers la paix et le développement socioéconomique durable du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, a continué sa politique d'agression et de harcèlement.

35. Le Gouvernement et le peuple vénézuéliens exigent qu'un terme soit mis au blocus inhumain de la bande de Gaza et se joignent à l'appel lancé en faveur de mesures immédiates en faveur de l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient et de la création d'un État palestinien libre et souverain.

36. **M. Benitez Verson** (Cuba), parlant au sujet des répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne, dit que Cuba fait les siennes les observations de l'observateur de la Palestine et espère que le projet de résolution qu'elle a déposée sera appuyé fermement par le Conseil.

37. Se référant à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'orateur dit que la coopération et l'assistance continues des institutions spécialisées et autres organismes associés à l'Organisation des Nations Unies sont essentielles pour permettre aux territoires non autonomes de relever les défis qu'ils affrontent en planifiant et réalisant le développement durable. Beaucoup reste à faire, et il faut espérer que les organisations du système des Nations Unies qui n'ont pas fourni des renseignements en répondant à la demande du Secrétaire général mettront en place des programmes d'aide sans plus tarder.

38. **M^{me} Davidovich** (Israël) dit que sa délégation est déçue par l'exploitation du Conseil à des fins politiques. Dans les discussions sur les questions thématiques qui intéressent des personnes et des sociétés dans le monde entier, Israël est le seul pays à qui on réserve un traitement discriminatoire et partial.

39. Le rapport dont le Conseil est saisi contient des informations erronées et partiales et passe sous silence les problèmes cruciaux affrontés par la société palestinienne, tels que les conséquences de la prise en

charge de Gaza par l'organisation terroriste Hamas. Malgré cette réalité, le Gouvernement israélien veille à ce que la population civile palestinienne à Gaza bénéficie d'un traitement humanitaire adéquat. Un nouveau groupe opérationnel créé par Israël et l'Autorité palestinienne est censé travailler sur des projets coordonnés dans la bande de Gaza, sous la supervision de la communauté internationale. Un rapport équilibré aurait pris acte d'une telle démarche.

40. En Cisjordanie, l'économie palestinienne continue de se développer rapidement. Le Conseil devrait noter que cette croissance a été encouragée par l'élimination d'un nombre considérable de points de contrôle en corrélation directe avec l'amélioration de la situation de sécurité dans ce secteur.

41. Le rapport omet également de mentionner la coordination quotidienne entre Israël et l'Autorité palestinienne dans les domaines de la santé publique, de l'assainissement et de l'environnement. Il existe une coopération dans le domaine de l'infrastructure énergétique et des projets agricoles, et des forums communs sur des questions relatives à l'autonomisation des femmes qui sont pertinentes à la fois pour les Israéliens et les Palestiniens.

42. Des rapports et des résolutions tendancieux ne sont pas de nature à susciter la confiance et le climat de compréhension indispensables à la prospérité, mais aussi à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient.

43. **M. Ja'afari** (Observateur de la République arabe syrienne) dit que la note du Secrétaire général sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/65/72-E/2010/13), qui contient un rapport établi par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, illustre les souffrances économiques et sociales du peuple palestinien sur le territoire palestinien occupé et des citoyens syriens sur le Golan syrien occupé. Le rapport reflète clairement la brutalité de l'occupation israélienne, le mépris israélien du droit international humanitaire, y compris la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité pour lesquels ses dirigeants devraient être tenus responsables et traduits en justice. Le blocus économique étouffant imposé par la puissance occupante à plus de

1,5 million de Palestiniens, sous les yeux de la communauté internationale, a entraîné un manque aigu de vivres, d'eau, de carburant et d'électricité, a entravé le fonctionnement des services de santé, a empêché la reconstruction à la suite de la dévastation causée par la machine militaire israélienne et a arrêté l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. Les crimes ont été commis non seulement contre des civils palestiniens, mais aussi contre le personnel humanitaire international se trouvant à bord de la flottille d'aide à Gaza, dont neuf ont été assassinés alors qu'ils s'employaient à livrer de l'aide humanitaire.

44. De même, Israël persiste dans des politiques et pratiques qui aggravent les restrictions qui frappent la population syrienne sur le Golan syrien occupé, et lui refusent l'exercice des droits dont elle jouit conformément au droit international. Ses récentes manœuvres militaires ont détruit de nombreux hectares de terres agricoles. Les représentants d'Israël dans les instances internationales devraient se rappeler que la communauté internationale considère Israël à juste titre comme une puissance occupante illégale, qui a imposé ses lois sur le Golan syrien occupé au mépris flagrant de la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité.

45. Le projet de loi adopté par la Knesset israélienne en décembre 2009 exige que l'application de tout accord de paix aboutissant au retrait israélien de Jérusalem-Est occupée ou du Golan syrien occupé soit approuvée par 80 % de tous les Israéliens dans un référendum, ce qui confirme qu'Israël défie le monde entier en rejetant la paix et que toute expression d'un désir de paix de la part de son Gouvernement n'est autre chose qu'une manœuvre politique.

46. En adoptant des résolutions sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation étrangère sur les conditions de vie des populations occupées, le Conseil envoie un message clair au monde entier et aux générations futures, à savoir que la politique d'occupation de territoires étrangers est inhumaine et enfreint l'ensemble du droit international et du droit humanitaire. La délégation syrienne s'étonne de la position de certains États, qui rendent un hommage rituel aux droits de l'homme, mais s'opposent fermement, lors des négociations sur des projets de résolution concernant les répercussions humanitaires, économique et social de l'occupation étrangère, à toute référence aux souffrances et aux droits des populations

vivant sous l'occupation, notamment quand Israël est la puissance occupante. Même si le Conseil était incapable de faire appliquer ses résolutions concernant l'occupation israélienne des territoires arabes étant donné le déséquilibre dans les structures de pouvoir politique, cela n'enlève rien au poids et à l'importance de telles résolutions. Le Conseil a une responsabilité morale à l'égard des peuples vivant sous occupation, à laquelle ses membres ne devraient pas chercher à se dérober.

47. La délégation syrienne espère que le Conseil adoptera par consensus le projet de résolution qui sera déposé au titre de ce point de l'ordre du jour, montrant ainsi qu'il rejette totalement l'occupation des territoires arabes, pour des raisons de principe et conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, et qu'il réaffirme les nombreuses résolutions précédentes du Conseil sur la même question, ce qui revêt une importance cruciale pour la paix et la sécurité internationales.

48. **M. Tsymbaliuk** (Ukraine) dit que l'Ukraine a été sévèrement touchée par la crise financière et le ralentissement de l'activité économique qui a suivi, illustré par la baisse de quelque 15 % du produit intérieur brut enregistrée en 2009. La délégation ukrainienne espère que le niveau actuel de la coopération économique entre les gouvernements de la région et l'aide apportée par les institutions financières internationales et régionales permettront à l'Ukraine de surmonter les conséquences de la crise et de reprendre la croissance économique. Les perspectives pour 2010 sont généralement positives étant donné le soutien renouvelé que l'Ukraine reçoit du Fonds monétaire international (FMI) et l'aide fournie par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque mondiale.

49. L'Ukraine est en train de réduire le déficit budgétaire conformément aux exigences du FMI et des autres institutions financières internationales. Les dépenses sociales ont généralement été maintenues au même niveau ou augmentées, et des ressources importantes ont été affectées au sauvetage du secteur bancaire.

50. La délégation ukrainienne pense, elle aussi, qu'il est prématuré d'arrêter la stimulation fiscale, malgré le niveau croissant de la dette, et que les systèmes financiers des économies en transition sont partiellement endommagés et ont besoin d'urgence de

recapitalisation et de désendettement. Toutefois, il faudra une nouvelle expansion du secteur industriel et une réforme institutionnelle pour rétablir une croissance économique robuste à moyen terme. Le redressement de l'économie ukrainienne sera modéré, étant donné les dépenses réduites des consommateurs, le niveau élevé du chômage et la dépendance de l'évolution de la situation économique mondiale et de l'arrivée de flux financiers étrangers. Le Gouvernement ukrainien espère que l'économie retrouvera en 2012 son niveau de 2008.

51. Étant donné la forte corrélation entre les progrès vers la réalisation des OMD et la croissance du revenu national, la crise économique ne manquera pas de retarder de quatre ans les progrès concernant bon nombre de ces objectifs. Toutefois, le Gouvernement prend des mesures destinées à contrer la crise, soutient le secteur réel de l'économie, s'emploie à réaliser des économies dans les dépenses publiques et collabore dans l'exécution des programmes et projets de la Commission économique pour l'Europe (CEE) qui visent à lui permettre de parvenir à une croissance économique de 4,6 % en 2010 et à des taux encore plus élevés pendant la période 2011-2015. La délégation ukrainienne est persuadée que son pays et les autres pays de la région de la CEE seront à même de faire des progrès notables vers la réalisation des OMD d'ici à 2015.

52. **M. Rajabi** (République islamique d'Iran) réitère la ferme position de sa délégation tendant à ce que les pratiques du régime Israéliens affectent les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés. Il faut donc accorder le rang de priorité le plus élevé à la cessation de plus de six décennies d'occupation et à la création de conditions susceptibles de permettre au peuple palestinien d'exercer librement son droit à l'autodétermination.

53. Le régime israélien a fait la sourde oreille aux nombreux appels de la communauté internationale le sommant de faire cesser les actes qui constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. L'orateur rappelle l'attaque barbare conduite en 2009 par le régime Israéliens contre le peuple de Gaza dans le cadre de l'opération « Plomb durci », durant laquelle des milliers de Palestiniens innocents assiégés, y compris des femmes et des enfants, ont été tués et mutilés, et l'infrastructure et les installations civiles, y compris les locaux de l'UNRWA, ont été ciblées délibérément et systématiquement.

54. Condamnant les violations grossières des droits de l'homme du peuple palestinien, la délégation iranienne est persuadée qu'il incombe à la communauté internationale de contrecarrer ces pratiques illégales et inhumaines, manifestement contraires au droit international. En effet, il faut insister davantage sur des mesures pratiques destinées à faire appliquer les normes des droits de l'homme dans les territoires occupés.

55. **M. Hijazi** (Observateur de la Palestine), parlant dans l'exercice du droit de réponse, dit que le débat sur la question examinée est répété chaque année uniquement en raison de la belligérance d'Israël et de son occupation continue du territoire palestinien. En examinant cette question et en prenant une décision y relative, la communauté internationale réaffirme son engagement en faveur du droit international et envoie un message clair au peuple palestinien, à savoir que la communauté internationale se trouve à ses côtés pour défendre son droit à une vie dans la dignité et la prospérité dans laquelle ses droits économiques et sociaux sont protégés.

56. C'est d'insulter la communauté internationale que d'affirmer, comme le fait le représentant d'Israël, que la discussion au titre de ce point de l'ordre du jour est politique et partielle, puisque la communauté internationale a cherché à maintes reprises de faire appliquer le droit international et les principes incarnés par l'Organisation des Nations Unies. Elle a également tort en affirmant que la puissance occupante est très désireuse de faciliter l'entrée de l'aide humanitaire apportée au peuple palestinien, puisque Israël maintient son blocus de la bande de Gaza depuis près de trois ans, refusant à la population des vivres, des fournitures médicales, du pétrole, des matériaux de construction et d'autres biens. Il convient de rappeler qu'en tant que puissance occupante, Israël a l'obligation conformément au droit international de faciliter l'entrée de l'aide humanitaire au territoire palestinien occupé.

57. La coopération israélo-palestinienne évoquée par le représentant d'Israël serait positive si Israël manifestait une véritable bonne volonté en cessant son agression systématique, son exploitation illégale des ressources palestiniennes et la destruction de leurs moyens de subsistance, sa construction de colonies illégales et la démolition de logements palestiniens, notamment à Jérusalem-Est, et sa construction de murs illégaux, et s'il levait le blocus de la bande de Gaza.

Projet de résolution intitulé « Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies » (E/2010/L.22)

58. **M. St. Aimee** (Sainte-Lucie), introduisant le projet de résolution E/2010/L.22) intitulé « Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies », dit que lors du séminaire régional du Pacifique tenu récemment en Nouvelle-Calédonie, les représentants des territoires non autonomes ont posé autant de questions concernant des problèmes économiques et sociaux que concernant les problèmes politiques, montrant ainsi qu'ils étaient conscients que l'expression de leur volonté politique était liée au progrès économique et social dans les territoires. L'orateur demande instamment aux délégations de soutenir le projet de résolution dans le même esprit et de faire abstraction des incidences politiques du point de l'ordre du jour au titre duquel il est présenté.

59. L'orateur engage les institutions spécialisées et les organismes associés à l'Organisation des Nations Unies qui n'ont pas encore apporté une aide aux territoires non autonomes à faire une contribution utile à leur développement économique et social. Les travaux des commissions économiques et sociales pour l'Amérique latine et les Caraïbes et pour l'Asie et le Pacifique sont, en particulier, dignes d'éloges et il espère que d'autres institutions et commissions régionales suivront leur exemple. Il invite instamment les membres du Conseil à adopter le projet de résolution par consensus.

60. **M^{me} Anzola Padron** (République bolivarienne du Venezuela) dit que sa délégation souhaite se porter coauteur du projet de résolution E/2010/L.22.

61. **Le Président** annonce que Saint-Kitts-et-Nevis et le Timor-Leste souhaitent également se joindre aux auteurs.

La réunion du Conseil est suivie d'une réunion-débat sur le thème « Possibilités pour les petits États insulaires en développement ». Le groupe des experts est présidé par M. Somduth Soborun (Maurice), Vice-président du Conseil, qui fait des observations liminaires et introduit les experts: M. Anthony Clayton, Alcan Professor of Caribbean Sustainable Development,

Université des Antilles); M^{me} Vasantha Chase (Directeur, Chase Consulting Ltd); et M. Pierre Encontre (Chef de la division de l'Afrique, Programmes pour les pays les moins avancés et programmes spéciaux, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). Les experts font des exposés suivis d'une séance de questions et réponses à laquelle les experts répondent aux observations formulées et questions posées par les délégations de la Grenade, de Sainte-Lucie, des Fidji (au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique), des îles Salomon, de Cuba et des Maldives, et par l'observateur de l'Union européenne. Les experts font des observations de clôture et le Président clôt la réunion-débat.

La séance est levée à 13 h 50.